

# Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

## La sortie de la Belgique pourrait compromettre la signature de l'AECG

**De nombreuses manifestations contre l'Accord économique et commercial global (AECG) et le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI) ont eu lieu au cours de la fin de semaine en France, en Pologne et en Espagne alors que les ministres du Commerce de l'UE s'apprêtaient à voter sur l'accord, le 18 octobre. Toutefois, ces manifestations auront probablement peu d'effets puisque les politiciens et les législateurs des pays énumérés ci-dessus ont déjà appuyé l'accord.**

C'est aussi le cas de l'Allemagne, où des activistes ont pressé le gouvernement de s'abstenir d'adopter l'entente avant la ratification par le parlement national de chaque État membre. Le tribunal constitutionnel de l'Allemagne en a décidé autrement le 13 octobre en donnant la liberté à son ministre du Commerce de voter en faveur de l'entente le 18 octobre.

Cela étant dit, la plus grande menace à la signature de l'accord vient du Parlement wallon en Belgique. Les législateurs de cette région francophone de la Belgique critiquent depuis longtemps l'AECG en raison de dossiers tels que le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États.

Le ministre-président de la Wallonie, Paul Magnette, a déjà prévenu que le gouvernement régional wallon ne donnerait pas le feu vert au gouvernement fédéral belge pour ratifier l'entente si ses préoccupations ne sont abordées adéquatement. Le Parlement wallon a aussi rejeté la mise en œuvre partielle de l'accord avant la fin de toutes les procédures nationales de ratification.

La Commission avait espoir que la déclaration interprétative conjointe juridiquement contraignante apaiserait les préoccupations de la Wallonie. Cependant, le 14 octobre, lors d'une séance plénière exceptionnelle du parlement régional lors de laquelle les législateurs ont voté à 46 contre 16 contre l'AECG, M. Magnette a répété que son gouvernement ne donnerait pas les pleins pouvoirs au gouvernement fédéral belge pour qu'il signe

l'AECG le 18 octobre. Or, le gouvernement fédéral de la Belgique a besoin de l'approbation de toutes ses régions pour ratifier l'accord.

Mardi, après la réunion du Conseil des affaires étrangères (CAE), le ministre slovaque de l'Économie et président des pourparlers commerciaux du CAE a déclaré que « tous les États membres sont d'accord sur le fond, à l'exception d'un seul ». Cependant, des consultations sont toujours en cours en Belgique afin de trouver une solution. Le Canada, de son côté, a mandaté son envoyé commercial, l'ancien ministre Pierre Pettigrew, de convaincre le gouvernement de la Wallonie de signer l'accord.

La Bulgarie et la Roumanie ont aussi maintenu leurs réserves quant à la question de la libéralisation du régime de visas. Le Canada accorde une dispense de visa aux citoyens de tous les États membres de l'UE, à l'exception de la Roumanie et de la Bulgarie. Des sources affirment que les deux pays ont convenu d'appuyer l'accord dès qu'ils recevront un accord écrit sur cet enjeu.

Si les 28 ministres du Commerce de l'UE donnent unanimement leur soutien à l'accord au début de la semaine prochaine, la voie sera pavée pour la signature de l'entente le 27 octobre, lorsque le premier ministre du Canada Justin Trudeau sera en visite à Bruxelles.

L'accord sera ensuite présenté au Parlement de l'UE, qui doit ratifier l'entente avant la fin 2016, ou au début 2017, permettant une entrée en vigueur partielle de l'accord. Cela étant dit, comme l'AECG est un accord mixte, les parlements nationaux et régionaux de tous les États membres de l'UE devront aussi ratifier l'entente pour permettre sa mise en œuvre complète.

### « Multilatéralisme pragmatique »

Le 17 octobre, lors d'un discours prononcé à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, le représentant pour le commerce des États-Unis Michael Froman a précisé que les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont

commencé « à aborder le virage vers ce qui pourrait être l'une des périodes les plus excitantes de l'histoire du système commercial multilatéral. »

Depuis que les Membres ont convenu de « tourner la page » sur le Cycle de Doha et d'explorer « de nouvelles approches novatrices » pour faire avancer les négociations, ils sont sortis gagnants des deux dernières conférences ministérielles, ayant conclu un Accord sur la facilitation des échanges à la CM9 à Bali et un accord sur la résiliation des subventions à l'exportation agricole et l'élimination des tarifs douaniers sur les produits des technologies et de l'information à la CM10 à Nairobi, a expliqué M. Froman.

Les Membres de l'OMC sont devenus beaucoup plus pragmatiques, a-t-il poursuivi, ajoutant que ce pragmatisme leur a permis de travailler sur l'élimination des tarifs douaniers sur une gamme de biens environnementaux, de former des unions plurilatérales afin de libéraliser le commerce des services et d'aborder la question des subventions pour la pêche.

Cependant, selon le représentant pour le commerce des États-Unis, la CM10 à Nairobi a été le tournant décisif qui représente le début « d'un nouveau chapitre dans l'histoire du système commercial multilatéral », a-t-il affirmé, faisant référence à l'accord des Membres de ne pas s'entendre sur le mandat de Doha et d'explorer de nouvelles avenues pour résoudre les enjeux restants des négociations.

Les Membres ne devraient pas se résigner au plus petit dénominateur commun. M. Froman a déclaré qu'il reconnaît la diversité entre les pays et que ces derniers ne sont pas tous prêts à évoluer au même rythme. Cependant, lorsqu'un consensus est possible, il conseille aux Membres de viser l'accord multilatéral ou de tendre vers des accords plurilatéraux en espérant les transformer en accords multilatéraux plus tard.

« Depuis Nairobi, nous commençons à voir les signes d'une nouvelle façon de penser », a souligné M. Froman, citant les avancées récentes dans les négociations sur l'agriculture.

« Par exemple, nous savons que le domaine de l'agriculture est difficile. Nous avons franchi un premier pas important avec les subventions à l'exportation à Nairobi. Mais il est impossible de négocier en agriculture sans s'attaquer aux restrictions de l'accès aux marchés, que les économistes

voient comme la politique ayant le plus d'effets de distorsion. Et si nous abordons le soutien interne, nous devons gérer le programme de chaque Membre – car si vous êtes un producteur de coton au Mali, peu vous importe que la distorsion provienne d'une subvention des États-Unis ou de l'Europe ou d'une subvention et du stockage de l'offre excédentaire en Chine », a déclaré M. Froman.

Le monde a beaucoup changé au cours des 20 dernières années, a-t-il continué, expliquant que certains pays en développement sont devenus des marchés émergents concurrentiels à l'échelle planétaire, des économies importantes, et qu'avec ce rôle croissant dans l'économie mondiale viennent des responsabilités croissantes.

Les subventions agricoles chinoises sont sur le radar des États-Unis depuis un moment. Les deux superpuissances tiennent actuellement des consultations, qui pourraient entraîner les États-Unis à demander à un comité d'experts de prendre une décision s'ils ne parviennent pas à une solution satisfaisante. Les États-Unis ont dit que la Chine fournit près de 100 milliards de dollars annuellement en subventions ayant d'importants effets de distorsion des échanges au-delà de ses limites imposées par l'OMC. « Comment pouvons-nous discuter sérieusement des distorsions au commerce agricole mondial si nous prétendons que les subventions ayant des effets de distorsion des échanges n'existent pas à ce niveau? » a demandé M. Froman.

« Lorsque des économies émergentes majeures offrent des subventions agricoles ayant des effets de distorsion des échanges plus importantes que celles de tous les pays développés mis ensemble, on ne peut plus fermer les yeux sur leur manque de transparence et leur non-respect des limites convenues. »

Les États-Unis veulent que la Chine et d'autres pays émergents, comme l'Inde, acceptent de réduire davantage leur niveau de soutien ayant des effets de distorsion des échanges. La Chine, de son côté, a déclaré avoir déjà fait un effort à cet égard lorsqu'elle s'est jointe à l'OMC en 2001 et désire maintenir son statut de pays en développement.

Selon M. Froman, le pragmatisme est ce qui assurerait le succès de la CM11 à Buenos Aires, en permettant aux Membres de s'éloigner de leurs notions rigides concernant les pays qui sont considérés en développement et leurs responsabilités, et de se concentrer plutôt sur les défis actuels et sur les possibilités de l'avenir.

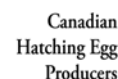
**Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.**

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : [www.producteurslaitiers.ca](http://www.producteurslaitiers.ca), [www.poulet.ca](http://www.poulet.ca), [www.lesoeufs.ca](http://www.lesoeufs.ca), [www.leseleveursdedindonducanada.ca](http://www.leseleveursdedindonducanada.ca), [www.chep-poic.ca](http://www.chep-poic.ca).

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



TURKEY FARMERS  
OF CANADA  
LES ÉLEVEURS DE DINDON  
DU CANADA



Les Producteurs  
d'œufs d'incubatio  
du Canada